



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación

Internationale de l'Éducation Europe

Comité Permanent de l'enseignement supérieur et de la recherche

Barcelone (Espagne) 25 – 27 novembre 2001

Présents:

Gerd Köhler, GEW, Allemagne
Romin Reich, GEW, Allemagne
Hugo Deckers, ACOD, Belgique
Camille Dieu, CGSP, Belgique
Eric Van Damme, CGSP, Belgique
Jens Vraa-Jensen, DM, Danemark
Pedro Gonzalez, FECCOO, Espagne
Teresa Munoz, FETE-UGT, Espagne
Mario Rodriguez, FETE-UGT, Espagne
Björn Fant, FUURT, Finlande
Yves Baunay, SNES-FSU, France
Guy Lachenaud, UNSA Education, France
Laurent Dianoux, SNCS FSU, France
Michel Deyme, SGEN/CFDT, France
Kari Kjenndalen, NARW, Norvège
Gerard Sipkema, AOb, Pays-Bas
Ryszard Mosakowski, Solidarnosc Science, Pologne
Manuel Pereira Dos Santos, FENPROF, Portugal
Joao Cunha Serra, FENPROF, Portugal
Brian Everett, AUT, Royaume Uni
Paul Bennett, NATFHE, Royaume Uni, Président
Janez Stergar, ESWUS, Slovénie
Göran Blomqvist, SULF, Suède

Jörgen Lindholm et Georges Vansweevelt, CSEE
Monique Fouilhoux, IEE

Observateurs espagnols :

Francisco Espadas García, FE.CC.OO., Espagne
Jesús Esquimas Cadenas, FE.CC.OO., Espagne
Sofia Luengo, FE.CC.OO., Espagne
José Palasón, FE.CC.OO., Espagne
Marisol Pardo, FE.CC.OO., Espagne
José Antonio García, FETE-UGT, Espagne
Felisa Hernández, FETE-UGT, Espagne
Pepa Sánchez, FETE-UGT, Espagne

Excusés : Gabor Szabo, FDSZ, Hongrie; Daltún O'Ceallaigh, IFUT, Irlande; Nikolay Kolobashkin, ESEUR, Russie.

Point. 1 Adoption du compte rendu de la précédente réunion

Le procès verbal de la précédente réunion est entériné avec les annexes adoptées par le Comité régional de l'IEE.

Point. 2 Adoption de l'ordre du jour

Point. 3 Poursuite des travaux sur " les Conditions d'emploi et de travail du personnel académique en Europe "

Les participants souhaitent une nouvelle fois que l'IEE puisse reprendre cette initiative pour l'élargir à l'Europe tout entière. Une telle base de données pourrait ensuite être révisée périodiquement et constituerait pour l'IEE et l'ensemble de ses affiliés un formidable outil de travail. Des contacts ont été pris à Berlin avec Jurgen Enders, qui a coordonné l'étude conjointe avec la GEW. Il a fait une proposition de travail accompagnée d'une proposition financière. Gerd Kohler indique que la GEW est intéressée par la continuation du projet. Copie de la proposition de Jurgen Enders sera adressée à la GEW qui reprendra contact avec lui.

L'étude a été publiée maintenant par un éditeur et sera bientôt disponible en espagnol.

A l'avenir il serait utile d'avoir des rapports sur la manière dont cette étude a été utilisée dans les différents pays. Jens Vraa-Jensen demande si l'étude peut-être mise sur Internet. Gerd Köhler indique que la GEW a pensé à cela afin notamment de permettre une mise à jour ultérieure. Gérard Sipkema (AoB) indique que son organisation est d'avis que tous les syndicats devraient peut-être financer la mise à jour de l'étude en fonction de leur nombre de membres. Il nous faut démarrer rapidement et Paul Bennett (NAFTHE) considère que le devis financier pour la suite de l'étude n'est pas si astronomique et pourrait être divisé entre les différents syndicats. Pour Ryszard Mosakowski (Solidarnosc Science) l'étude de Kassel est très utile et doit de toute évidence être étendue aux Pays d'Europe Centrale et de l'Est qui sont aux portes de l'Union Européenne.

Après une large discussion tout le monde s'accorde à dire qu'il faut définir le champ de l'étude élargie notamment en adressant un questionnaire aux organisations mais également en tenant compte de l'existant , en particulier le site internet www.eurocadres.org/mobilnet

Le Comité recommande au Comité régional de l'IEE d'adopter la décision suivante : L'étude sur « les Conditions d'emploi et de travail du personnel académique en Europe » sera poursuivie, mise à jour et étendue aux Pays d'Europe Centrale et de l'Est. Une proposition sera également étudiée pour sa transformation en base de données sur internet. Il sera demandé aux organisations syndicales concernées de contribuer au budget de l'étude soumise par Jurgen Enders . Des contacts seront également pris auprès d' Eurydice et de la Commission Européenne.

Point. 4 Suivi du Caucus sur l'enseignement supérieur du dernier Congrès de l'IE

Le Caucus organisé à Jomtien s'est révélé très satisfaisant en ce qu'il a permis de préparer le Congrès : élections, amendements aux résolutions et prises de parole. De nombreux représentants du secteur de l'enseignement supérieur se sont exprimés leur permettant ainsi de se faire connaître et de rendre ce secteur très « visible ». Les résultats du Congrès sont jugés très positifs. La préparation de la prochaine Conférence au mois de mars 2001 a également été abordée.

Débat sur la Mondialisation :

Une discussion s'est développée et un point a été fait sur la réunion de Doha et sur les prochaines échéances concernant l'AGCS. Les participants se sont félicités des avancées obtenues concernant l'interprétation de l'Accord TRIPS.

Il est indiqué que l'UNESCO, très sollicitée lors de la dernière Conférence générale pour faire entendre sa voix sur cette question, a pris la décision de travailler sur le thème suivant « mondialisation et commerce dans l'enseignement supérieur ». Une task force sera prochainement mise en place à laquelle l'IE sera invitée à participer.

Le Comité demande au Comité régional de l'IEE d'appuyer la recommandation suivante :

Les participants demandent que l'IE mette en oeuvre très rapidement la résolution sur l'enseignement transfrontières, en particulier le point 7 qui demande à l'IE de : « développer des directives pour les meilleures pratiques en matière d'offre d'enseignement transnational et de poursuivre activement leur approbation et leur mise en oeuvre par l'UNESCO, l'OIT, l'Organisation mondiale du Commerce et les instances internationales de certification, mise en oeuvre à poursuivre conjointement avec l'IE. De telles directives devraient traiter, entre autres, des structures des instances dirigeantes, de l'assurance de la qualité, de l'importance d'un contenu culturel pertinent et des modes de délivrance des diplômes, de certification, de la gestion de la propriété intellectuelle et des libertés académiques ». Ce travail devrait être lancé en liaison avec les organisations affiliées le plus rapidement possible.

Brian Everett (AUT) présente l'étude menée par son organisation : « ***The General Agreement on Trade in Services: An Impact Assessment for Higher Education in the UK*** » Cette étude distribuée à l'ensemble des participants a été réalisée afin que certaines évidences soient mises en lumière. Sur la base des résultats AUT fait maintenant campagne au Royaume Uni auprès des élus démontrant notamment les impacts négatifs et a suggéré aux autorités de mettre en place un programme de recherche approfondi sur cette question. Paul Bennett suggère que les participants lisent avec beaucoup d'attention ces documents ainsi que les publications d'autres organisations sur cette question.

Jens Vraa-Jensen (DM) signale que le document produit par AUT a été très utile. DM a

préparé pour la presse danoise un article qui n'a pas été accepté. Il signale par ailleurs que son organisation s'est félicitée de la réaction de l'OMC à propos de la résolution de Jomtien. Il s'associe aux propos de Paul en signalant que par ailleurs sur cette question les collègues canadiens ont entamé un processus de sensibilisation notamment vis à vis de l'opinion publique. Pouvons-nous nous orienter vers un processus similaire au niveau européen dans le cadre de la mise en place de l'espace européen de l'enseignement supérieur ? Il suggère également que l'on utilise le document présenté par Carolyn Allport à Jomtien.

Camille Dieu (CGSP Enseignement) fait part également des initiatives de son organisation et remarque que le gouvernement francophone a été très positif. Gerd Köhler invite les participants à aller de l'avant et à préparer des propositions. Il signale à l'attention des participants également le document de travail produit par l'OCDE « Trade in educational services : trends and emerging issues ». Le Secrétariat se procurera ce document qui sera adressé à l'ensemble des membres

Les participants ont également évoqué la Déclaration de l'ESIB sur « Commodification of education » ainsi que la « Déclaration conjointe sur l'enseignement supérieur et l'Accord général sur le commerce des services » signée par l'AUCC, l'ACE, l'EUA et le CHEA. Les participants souhaitent que des relations plus étroites soient établis avec l'ESIB et l'EUA sur cette question replacée dans le cadre de la mise en place de l'espace européen de l'enseignement supérieur.

Georges Vanswevelt a donné des éléments supplémentaires sur la réunion de l'ESIB qui vient de se tenir à Bruxelles et qui a donné lieu à une « Déclaration de Bruxelles des Etudiants » : www.esib.org et www.unige.ch/eua.

Suite au débat approfondi il est décidé de poursuivre le travail de la manière suivante :

- Continuer l'analyse d'AUT, de la GEW et des autres organisations pour en faire une synthèse qui servirait à alerter nos membres, les autorités, les élus, les médias et l'opinion publique. Il faudrait également y ajouter la dimension éthique.
- ***l'IEE doit mettre en oeuvre le plus rapidement possible dès le début de 2002 le point 5.12 du programme adopté à Jomtien « Etablir une Task Force sous l'article 14 de la Constitution pour développer et faire des recommandations pour une politique sur la globalisation de l'enseignement supérieur et la formation professionnelle ». Les participants demandent au Comité régional de l'IEE d'appuyer cette recommandation.***
- Faire du point 7 de la résolution sur l'enseignement transfrontières une réalité (voir plus haut).
- Travailler davantage avec l'UNESCO et l'OIT afin que leurs points de vues soient davantage pris en compte par les instances de l'OMC.
- Développer nos relations avec l'ESIB et l'EUA. Nous devons jouer un rôle plus important ensemble mais nous devons également être traités comme eux au niveau européen.

Point. 5 Suivi « de Prague 2001 à Berlin 2003 »

Jörgen Lindholm et Monique Fouilhoux rendent compte d'un certain nombre de rencontres. Suite à la décision de Luxembourg une rencontre s'est tenue notamment avec le Secrétaire d'Etat suédois en présence du syndicat suédois SULF. La Suède participera à la prochaine réunion du groupe préparatoire à la Conférence de Berlin le 12 décembre. Mais ce sera la dernière réunion à laquelle la Suède participera et le Danemark remplacera la Suède. Dans tous les pays il y a un débat permanent et des réformes se mettent en place un peu partout. Des contacts sont en cours pour une rencontre avec l'Allemagne qui est le pays organisateur de la Conférence de 2003. Le Secrétaire général du CSEE propose qu'une réunion soit organisée autour de la rencontre du mois de décembre. En ce qui concerne la Commission Européenne il semblerait que la nouvelle responsable soit favorable à la participation des représentants des enseignants. Nous avons été invités à participer à plusieurs rencontres sur ces questions. Le représentant de SULF insiste pour que ce soit des personnels de l'enseignement supérieur qui représentent les intérêts des personnels académiques.

Paul Bennett fait remarquer que durant cette dernière année nous avons produit du matériel de qualité pour influencer sur le processus de préparation de Prague. Mais nous n'avons pas su nous imposer compte tenu des failles de notre système structurel européen et cela est très frustrant pour un certain nombre de participants qui considère la structure du CSEE non adaptée car le processus de Bologne/Prague va bien au delà de l'Union Européenne.

Gerd Köhler donne des précisions sur le processus préparatoire à Berlin qui sera préparé par deux groupes : l'EUA et le Conseil de l'Europe. La réunion du 12 décembre sera présidée par un représentant allemand. Ce groupe se réunira tous les 2 mois. Des séminaires vont être organisés en Espagne début janvier et en mars au Pays-Bas. Il y aura aussi des possibilités d'accréditation. Une Conférence sera organisée par l'EUA en 2003 et une par l'ESIB sur le suivi. Nous devons faire sauter le verrou CSEE/CES. Une des raisons de notre absence est que le CSEE faisant partie de la CES nous sommes considérés comme des partenaires sociaux et non comme les représentants des personnels académiques. Nous avons besoin d'un concept. Si nous voulons jouer un rôle à Berlin nous devons également organiser une conférence comme les étudiants et les universités. Mais nous devons avoir également un solide appui au niveau national. Pourquoi ne pas organiser des séminaires trilatéraux en automne 2002 qui pourraient préparer notre conférence en 2003. La GEW est disposée à organiser cette conférence de 2003 en Allemagne.

Un débat extrêmement riche et constructif s'est engagé où l'ensemble des participants a pris la parole mettant l'accent sur la nécessité de faire connaître nos propositions au niveau national et au niveau européen. Nous devons être mieux préparés et nous n'avons plus droit à l'erreur..

Suite à la discussion Paul Bennett présente une série de propositions qui sont adoptées par le Comité :

- 1. Dialogue national à l'automne 2002**
- 2. Conférence de l'IEE en 2003 en Allemagne**
- 3. Un petit groupe sera mis sur pied pour aider Gerd Köhler et la GEW à préparer Berlin**
- 4. Renforcer le dialogue avec l'ESIB ET l'EUA**

5. La prochaine réunion du Comité devrait coordonner cette préparation notamment en présentant des rapports nationaux.

Thèmes

1. Déficit démocratique et engagement des syndicats dans ce processus
2. Diplômes/ relations avec les secteurs professionnels
3. Evaluation de la qualité
4. Mobilité
5. Libertés académiques
6. articulation avec la mondialisation et le processus de l'AGCS

Le Comité recommande au Comité régional de l'IEE d'adopter le principe de l'organisation d'une Conférence de l'IEE sur la mise en place de l'espace européen en 2003 à Berlin , la question du financement restant à définir.

Les organisations devront faire savoir à Monique et à Jürgen tout ce qui sera organisé par les différents acteurs, dans les différents pays, dans les prochains mois. Si nous voulons avoir une conférence en 2003 avec la GEW nous devons l'annoncer rapidement afin notamment d'avoir accès à certains financements nationaux et européens.

Point. 6 Activités du CSEE et Recherche (Programme cadre)

Jürgen Lindholm fait le point sur les questions européennes en cours découlant en particulier du sommet de Stockholm. Un document sur l'éducation a été adopté et au prochain sommet de Barcelone en mars 2002 un programme d'action sera discuté et en principe adopté. Sur la question de l'éducation tout au long de la vie Jürgen rappelle que l'enseignement supérieur est inclus car la définition regroupe tous les ordres d'enseignement et la formation des adultes. . L'objectif est de préparer un document pour le sommet de Barcelone entre les différents partenaires sociaux. C'est un groupe adhoc qui se réunit toutes les 3 semaines. Au centre se trouve la question de l'établissement d'un « **individual learning account** » auquel participeraient les employeurs, des gouvernements, et qui conduirait à un crédit pour une période de formation de 3 mois voire 6 ou une année. Ces formations devraient être liées à l'emploi ou en vue d'un nouvel emploi. Toutes les entreprises sont concernées, même les petites et moyennes.

Est évoquée également la question de la mobilité qui semble un mot clé actuellement avec la Recommandation sur la mobilité. Les chercheurs ne peuvent être concernés par ces dispositions. Mais il apparaît que le Commissaire Busquin en charge de la Recherche a promis d'inclure cette question dans le 6^{ème} programme-cadre. Le CSEE a travaillé avec les rapporteurs des différents comités du Parlement européen et différentes rencontres ont eu lieu notamment pour présenter les amendements. Les participants demandent comment les amendements ont été préparés, où peut-on les consulter et à qui ils ont été adressés?

Le CSEE a demandé comme à son habitude des entrevues à la future présidence espagnole. Une fois encore les participants souhaitent que l'expertise des organisations du sup et de la

recherche soit mieux utilisée notamment lors des différentes rencontres ou réunions auxquelles le CSEE est convié.

Jens Vraa-Jensen évoque la Déclaration d'éthique adoptée à Jomtien et indique qu'elle ne concerne en rien le secteur de la recherche. Cette question devient pourtant très importante. Il propose de préparer un projet de texte avec Daltun O Ceallaigh (IFUT) pour la prochaine réunion dit qu'en matière de recherche.

Point. 7 Mise en œuvre du programme d'action de l'IEE

Monique Fouilhoux a rappelé le programme adopté à Luxembourg. Les participants indiquent qu'en dehors des réunions de leur Comité certains points généraux intéressent l'enseignement supérieur points 5, 9, 11, 13 et d'autres.

Point. 8 UNESCO/OIT

Monique Fouilhoux fait le point tout particulièrement sur le projet de recommandation sur la promotion et l'usage du multilinguisme et l'accès universel au cyberspace" présentée à la dernière Conférence générale et qui a été repoussée par les Etats membres et le lobby des éditeurs. Une réunion d'experts est prévue au cours du premier semestre 2002. Cette question devra être suivie avec la plus grande attention

Point. 9 Prochaine Conférence de l'IE à Montréal

Un comité restreint a été mis en place pour l'organisation de la Conférence qui se tiendra du 14 au 16 mars 2002 à Montréal.

Point. 10 Prochaine réunion

10 et 11 juin 2002 à Bruxelles

L'ordre du jour de cette réunion devrait porter principalement sur la préparation de Berlin :

Dans cette perspective :

- Chaque organisation préparera un rapport écrit sur la situation nationale dans le cadre de la mise en œuvre de l'espace européen.
- Un petit groupe travaillera par email sur des propositions concernant le programme de la Conférence de l'IEE. Ce groupe devra être informé des séminaires ou réunions nationales préparatoires.
- L'ESIB, l'EUA ainsi que le responsable du suivi de Prague, côté allemand, seront invités.
- Il sera tenu compte également des résultats de la Conférence de l'IE à Montréal sur la base des lignes directrices de la résolution sur l'enseignement transfrontière adopté au Congrès de Jomtien. Paul Bennett préparera un texte. Jens Vraa-Jensen et Daltun travailleront sur l'éthique.
- Mondialisation et AGCS

